

Public

amnesty international

CÔTE D'IVOIRE

*Sans une mobilisation internationale immédiate,
le pays va sombrer dans le chaos*



19 décembre 2002
Index AI : AFR 31/010/2002

CÔTE D'IVOIRE

Sans une mobilisation internationale immédiate, le pays va sombrer dans le chaos

Une délégation d'Amnesty International qui vient de mener une mission d'enquête dans le nord de la Côte d'Ivoire lance aujourd'hui depuis Bamako, capitale du Mali, un appel urgent à la communauté internationale afin qu'elle intervienne immédiatement pour mettre un terme à la série incessante de massacres, de déplacements de populations et à la négation des droits essentiels de dizaines de milliers de personnes. Cette situation a été causée par le conflit survenu en septembre 2002 à la suite du soulèvement d'éléments armés qui ont pris le contrôle de la moitié nord du pays.

Il s'agit de la deuxième mission d'enquête effectuée par Amnesty International en Côte d'Ivoire depuis le début de la crise. La première mission au mois d'octobre 2002 s'était concentrée sur la situation des droits humains à Abidjan.

La délégation d'Amnesty International a pu recueillir des informations inquiétantes sur des exactions commises par les groupes d'opposition armés dont le *Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire* (MPCI) qui contrôle le nord du pays. Ces exactions comprennent des arrestations arbitraires et des « disparitions » de représentants du gouvernement et de membres des forces de l'ordre, des exécutions sommaires de civils et de délinquants présumés et la négation de certains droits essentiels comme la liberté de mouvement. Par ailleurs, la délégation a recueilli dans le nord de la Côte d'Ivoire et dans des camps de réfugiés au Mali des témoignages de civils, hommes, femmes et enfants qui ont fui les zones tenues ou reprises par les forces gouvernementales, lesquelles se sont rendues responsables d'exécutions extrajudiciaires de dizaines de personnes pour la plupart originaires du nord de la Côte d'Ivoire ou de nationalité étrangère.

Après l'échec des négociations de Lomé, au Togo entre les deux parties et les difficultés de mettre en place une force d'interposition africaine qui viendrait remplacer les troupes françaises officiellement chargées de maintenir un cessez-le-feu de plus en plus précaire, les risques d'une conflagration dans tout le pays n'ont jamais été aussi grands avec pour conséquences l'implosion du pays et des exactions massives à l'encontre de la population civile. Cette situation peut également avoir de graves conséquences déstabilisatrices dans les autres pays de la sous-région.

La communauté internationale et en premier les Nations unies et l'Union africaine ont le devoir de protéger les populations civiles vivant en Côte d'Ivoire et celles ayant fui dans les pays limitrophes pour échapper au cycle de violence incessant et à des conditions de vie matérielles de plus en plus insupportables.

PROBLEMES DE SECURITE AUXQUELS ONT DU FAIRE FACE LES DELEGUES D'AMNESTY INTERNATIONAL

En dépit d'assurances écrites données par les autorités du MPCCI quant à la sécurité de la délégation d'Amnesty International et malgré des laissez-passer remis aux délégués par les différents responsables des opérations militaires du MPCCI au cours de la mission, les conditions de cette enquête ont été rendues très difficiles par l'attitude agressive de jeunes éléments armés qui, lors des très nombreux barrages routiers, ont régulièrement proféré des menaces de mort à l'encontre des représentants de la délégation. Celle-ci s'est donc vue contrainte d'exiger une escorte lors de ses déplacements ce qui a fortement limité sa liberté de mouvement et d'investigation. Cependant, l'organisation tient à souligner l'attitude responsable et courtoise de certains responsables militaires et civils du MPCCI qui ont permis malgré tout que cette mission s'accomplisse sans incidents majeurs. Il faut rappeler que lors de la précédente mission d'Amnesty International à Abidjan en octobre 2002, un délégué d'Amnesty International avait été interpellé par les forces de l'ordre durant deux heures avant d'être libéré à la suite de l'intervention du ministre de la Justice.

EXACTIONS COMMISES PAR LE MPCCI

Détentions arbitraires et « disparitions »

Depuis sa prise du contrôle de la moitié nord du pays, le MPCCI détient des dizaines de personnes, notamment des représentants du gouvernement comme le préfet de Korhogo, Nestor Kouakou ainsi que des membres des forces de l'ordre comme le commissaire de police et une dizaine de gendarmes à Korhogo ainsi qu'au moins douze membres des forces de sécurité, principalement des gendarmes, arrêtés à Bouaké.

En dépit des assurances écrites et des promesses verbales données aux membres de la délégation d'Amnesty International par les autorités du MPCCI, il n'a pas été possible de rencontrer les personnes détenues à Korhogo, ce qui ne peut que susciter des inquiétudes quant aux conditions de leur détention.

En ce qui concerne les personnes détenues à Bouaké, la délégation d'Amnesty International a appris de sources indépendantes que le 6 octobre 2002, date d'une attaque lancée par les forces gouvernementales contre la ville, des dizaines de gendarmes accompagnés de certains de leurs enfants ont été arrêtés par les éléments armés du MPCCI.

La demande faite par Amnesty International de rencontrer les détenus à Bouaké a suscité certaines résistances. Cependant grâce à l'intervention du Chef des opérations de Bouaké, la délégation a pu s'entretenir de manière confidentielle avec dix gendarmes, un militaire et un policier arrêtés le 6 octobre 2002 au camp du 3^e bataillon d'infanterie.

Mis à part les douze personnes qu'elle a pu rencontrer en prison, la délégation d'Amnesty International n'a pas obtenu des précisions de la part des représentants du MPCCI sur le sort des dizaines d'autres gendarmes et de leurs enfants arrêtés ce même jour. L'organisation rappelle avec force que la sécurité des douze prisonniers de guerre qu'elle a rencontrés au camp militaire de Bouaké doit être assurée et demande que ces personnes puissent régulièrement recevoir la visite de leurs parents et de médecins.

La délégation a posé des questions aux autorités du MPCCI sur la découverte en décembre 2002 de fosses collectives contenant les corps de dizaines de gendarmes à Bouaké. Le MPCCI a précisé que ces gendarmes avaient été tués lors des combats du 6 octobre 2002 et, en dépit de sa demande, la délégation n'a pu se rendre sur les lieux où ces corps avaient été enterrés. Amnesty International appelle à l'ouverture d'une enquête internationale sur les conditions dans lesquelles ces gendarmes ont été tués et a exprimé cette demande lors d'un entretien avec Tuo Fozié, le chef des opérations de Bouaké, qui en a accepté le principe.

Exécutions sommaires de délinquants avérés ou présumés

Amnesty International a recueilli des informations quant à des exécutions systématiques de délinquants avérés ou présumés, abattus de manière sommaire par les éléments du MPCCI.

L'organisation a soulevé cette question avec l'un des responsables militaires du mouvement d'opposition armé qui a reconnu le caractère systématique de ces exécutions en les justifiant au nom du maintien de l'ordre.

Amnesty International proteste avec force contre ces exécutions sommaires qui ne peuvent en aucun cas constituer une réponse à la criminalité et qui violent le droit imprescriptible à la vie humaine.

Non respect du droit à la liberté de mouvement

Au cours de sa mission, la délégation d'Amnesty International a eu connaissance de plusieurs cas de personnes originaires du sud du pays ou portant des patronymes autres que ceux qui sont communs au Nord de la Côte d'Ivoire et dans les pays limitrophes et qui se sont vus interdire le droit de quitter la région.

Un témoin rencontré à Korhogo a raconté :

« J'ai tenté le 10 décembre 2002 de quitter la ville pour rejoindre ma famille qui se trouve à Abidjan mais à la gare routière, les gens du MPCCI ont vérifié les cartes d'identité et m'ont interdit de monter dans le bus en me disant : 'On te garde comme bouclier humain pour empêcher que les loyalistes ne viennent bombarder la ville.' »

Dans un autre cas, un fonctionnaire des Eaux et Forêts de Niélé, une petite ville proche de la frontière avec le Mali a été contraint de ramener en Côte d'Ivoire une partie de sa famille qui s'était réfugiée de l'autre côté de la frontière car les représentants locaux du MPCCI l'ont menacé dans le cas contraire de retenir en otage deux de ses enfants.

Enrôlement de mineurs

Au cours de sa mission, les délégués d'Amnesty International ont pu constater que des centaines de jeunes gens y compris des mineurs âgés d'à peu près 14 ans avaient été enrôlés dans les forces armées du MPCCI.

Amnesty International a soulevé le problème de l'enrôlement de mineurs auprès des autorités du MPCCI qui ont nié les faits en affirmant que certaines de ces nouvelles recrues pouvaient paraître plus jeunes qu'elles ne l'étaient en raison de problèmes de croissance liés à l'alimentation. Le MPCCI a assuré qu'il ne recrutait pas de personnes âgées de moins de 18 ans et a insisté sur le caractère volontaire de ces demandes d'enrôlement de la part de jeunes.

Cependant, les délégués d'Amnesty International ont recueilli le témoignage d'une enseignante de Korhogo qui a aperçu parmi les jeunes enrôlés par le MPCCI deux de ses élèves âgés de 15 ans. Ces jeunes enrôlés sont souvent placés aux postes de contrôle qui jalonnent les routes de la région et les délégués ont pu constater à leur dépens, que ces jeunes recrues non formées et dotées subitement d'armes manifestaient un comportement agressif et violent.

Amnesty International s'inquiète de ce phénomène d'enrôlement de mineurs qui est contraire à toutes les normes internationales en la matière.

VIOLATIONS COMMISES PAR LES TROUPES GOUVERNEMENTALES

Dans le nord de la Côte d'Ivoire et au Mali, la délégation d'Amnesty International a pu recueillir des dizaines de témoignages de personnes ayant fui les zones tenues ou reprises par les forces gouvernementales. Ces personnes ont fait état d'exécutions extrajudiciaires de grande ampleur contre des personnes civiles soupçonnées de soutenir le MPCCI ou prises pour cibles en raison de leur origine ethnique ou étrangère.

Exécutions extrajudiciaires et mauvais traitements dans la région de Daloa

Les délégués ont rencontré au stade Modibo Keita de Bamako des dizaines de Maliens ayant fui la zone de Daloa où des dizaines de personnes ont été tuées lorsque la ville a été reprise par les forces gouvernementales, le 16 octobre 2002. Ces nouveaux témoignages confirment les informations publiées il y a quelques semaines par Amnesty International sur le massacre de dizaines de personnes à Daloa.

Dambele Wassa, une jeune malienne de 21 ans a ainsi raconté :

« A 21 heures durant le couvre-feu, des militaires en uniforme ont défoncé la porte de notre maison, ils cherchaient Lamine Koné, le chef de notre famille. Lorsqu'ils l'ont trouvé, ils l'ont abattu devant nous. Il y avait quatorze personnes dans la maison, ils n'ont pas attaqué les femmes mais ont fait sortir tous les hommes qu'ils ont complètement déshabillés et frappés. »

Un autre réfugié malien, Coulibaly Ousmane qui habitait le village de Dokoué, non loin de Daloa et qui avait acheté en 1978 quinze hectares de plantation de cacao qu'il exploitait avec toute sa famille a raconté :

« Le lundi, 21 octobre, des militaires accompagnés de civils de l'ethnie guéré avec lesquels nous vivions sans problèmes sont entrés dans ma maison. Les civils ont tué mon frère Adama Coulibaly et ma femme Awa Coulibaly en les frappant avec un pilon de bois. J'ai également été frappé mais j'ai réussi à fuir dans la brousse. Je suis allé me plaindre auprès du sous-préfet qui m'a dit : 'Nous, on n'a pas encore tué mais on va commencer maintenant'. J'ai donc fui à pied vers Daloa puis je suis monté dans un car pour aller au Mali.»

EXACTIONS COMMISES PAR LES PARTIES AU CONFLIT A LA SUITE DE LA CONQUETE OU DE LA REPRISE DE VILLES

Depuis plus d'un mois, Amnesty International a alerté l'opinion internationale sur les risques d'exécutions sommaires voire de massacres à l'occasion de la conquête ou de la reprise d'une zone par l'une des parties au conflit. Deux exemples récents à Monoko Zohi, près de Vavoua et dans la région de Man, proche de la frontière libérienne viennent confirmer ces craintes.

La découverte d'un charnier à Monoko Zohi

Le 5 décembre 2002, des militaires français ont découvert un charnier contenant des dizaines de corps dans la zone de Monoko Zohi, près de Vavoua.

La délégation d'Amnesty International a rencontré sur les routes du nord de la Côte d'Ivoire des dizaines de cars de Burkinabè fuyant cette région, objet de combats entre les éléments armés du MPCJ et les troupes gouvernementales qui ont occupé la zone tour à tour.

Les délégués d'Amnesty International ont pu recueillir plusieurs témoignages concordants qui font état des mêmes faits :

« Des militaires en uniforme ont attaqué le village le jeudi 28 novembre. Il n'y avait que six 'rebelle' dans le village et ils ont tous fui. Les soldats avaient une liste de noms écrits à la main et ils ont demandé à des civils de leur indiquer où se trouvaient ces personnes. Ils ont tué beaucoup de gens, surtout des riches, notamment Adama Ouédraogo,

opérateur économique, Ali Ouédraogo, Kafale Boukary et Podogo Ali. Puis ils ont jeté certains corps dans les puits. Nous avons enterré des corps puis nous avons fui parce que les puits étaient empoisonnés. »

Les deux parties au conflit, qui ont eu successivement eu le contrôle de ce village, se sont rejetées la responsabilité de ces faits en appelant à une enquête internationale.

Amnesty International demande la constitution d'une commission d'enquête internationale qui devrait intervenir au plus vite afin que les éléments de preuve ne disparaissent pas et elle devrait comprendre une équipe de médecins légistes et d'experts en balistique aptes à déterminer les conditions dans lesquelles ces personnes ont été tuées.

Exactions commises dans la région de Man

Le 28 novembre 2002, deux nouveaux groupes d'opposition armés, le *Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest* (MPIGO) et le *Mouvement pour la paix et la Justice* (MPJ) ont pris le contrôle de certaines zones à l'ouest du pays, non loin de la frontière avec le Libéria et notamment des villes de Danané et de Man.

La délégation d'Amnesty International a rencontré à Bamako des personnes ayant fui la région de Man et qui ont fait état d'exactions commises successivement par les groupes d'opposition armés qui se sont emparés de la ville puis par les forces gouvernementales qui ont repris celle-ci deux jours plus tard.

Un témoin a déclaré que la ville de Man a été simultanément attaquée le 28 novembre 2002 par deux groupes armés, l'un venant de Danané, proche de la frontière avec le Libéria et composé de personnes parlant anglais et des langues nationales de la sous-région. Ce groupe, le MPIGO a occupé les quartiers nord de la ville tandis qu'un autre groupe le MPJ, venant de Sémien, s'est emparé de la partie sud de la localité.

Ce témoin a précisé :

« Les 'rebelles' ont pourchassé des gendarmes qui s'étaient cachés dans des maisons de civils et les ont abattus. Ils ont également tué des personnes qui avaient accepté de cacher ces gendarmes. »

Un autre témoin a précisé :

« Des civils qui avaient fui les zones tenues par le MPCCI ont été abattus par les 'rebelles' à la suite de dénonciations parce qu'on les soupçonnait d'être des sympathisants de Laurent Gbagbo [Chef de l'Etat ivoirien] »

Par ailleurs, d'autres témoins ont indiqué que des civils fuyant la ville occupée par ces deux groupes d'opposition armés ont été abattus.

Lorsque les soldats de l'armée ivoirienne ont repris la ville de Man, le dimanche 1^{er} décembre 2002, ils ont effectué des arrestations de nombreuses personnes, notamment des membres du *Rassemblement des républicains* (RDR), le parti d'Alassane Ouattara.

Un témoin a raconté aux délégués d'Amnesty International :

« Les soldats avaient une liste de 35 personnes et ils sont partis à leur recherche. Plus d'une dizaine de personnes ont été arrêtées et emmenées dans un endroit inconnu. »

Parmi ces personnes « disparues » figurent Maméry Soumahoro, président du comité de base du RDR, Traoré Abdoulaye, président local du CADO (le Cercle Alassane Dramane Ouattara), Bonsié Blaise, correspondant du journal « Le Nouvel Espoir » et Kababou Cissé, responsable du syndicat des transporteurs de l'Ouest. Amnesty International a également pu obtenir les noms d'au moins deux responsables locaux du RDR, Fofana Aboubakar, enseignant et Issa Camara qui auraient été arrêtés à leur domicile et abattus.

AUTRES IMPACTS DE CE CONFLIT SUR LES POPULATIONS CIVILES

Le conflit qui déchire la Côte d'Ivoire depuis trois mois a bouleversé la vie de centaines de milliers de personnes vivant dans ce pays. Des dizaines de milliers de personnes ont fui les zones de conflit soit vers le sud du pays soit vers les pays limitrophes afin d'échapper aux conséquences de la guerre. D'autres personnes ont été privées de leurs droits économiques et sociaux les plus essentiels tels que leur droit à percevoir un salaire ou une pension et le droit à l'éducation.

Des dizaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées

Ce conflit a également provoqué des déplacements massifs de populations, des personnes ont fui au début de la crise les régions tenues par le MPCCI afin de rejoindre les zones sous contrôle gouvernemental, d'autres ont rejoint les pays limitrophes, notamment le Mali, le Burkina Faso et la Guinée.

La délégation d'Amnesty International a pu voir sur les routes du nord de la Côte d'Ivoire des dizaines de cars bondés de personnes, hommes, femmes et enfants qui fuyaient vers le Mali et le Burkina Faso. Le dimanche 15 décembre, la délégation a croisé dans le nord de la Côte d'Ivoire, près de Ferkéssédougou, un car de Burkinabè qui fuyaient la région de Monoko Zohi.

Ces personnes étaient épuisées à la suite d'un voyage très long et rendu encore plus difficile par les nombreux postes de contrôle disposés sur les routes. Une femme a dû accoucher dans le car dans des conditions sanitaires inexistantes qui ont mis en danger la vie de la mère et du nouveau-né.

La délégation a également rencontré des dizaines de Maliens, ayant vécu toute leur vie en Côte d'Ivoire et qui ont dû fuir les zones de combat. Le 16 décembre 2002, dix autobus contenant 955 personnes sont arrivés de Bamako en provenance de la région de Daloa.

En dépit de l'aide apportée par le gouvernement malien et notamment les membres de la protection civile, les moyens manquent pour venir en aide à ces personnes qui pour beaucoup d'entre elles, bien que d'origine malienne, sont nées en Côte d'Ivoire et y ont vécu toute leur vie.

Une jeune réfugiée âgée de 20 ans et portant un bébé sur son dos a confié aux délégués d'Amnesty International :

« Je ne connais personne au Mali. Je sais que mes parents ont de la famille à Mopti mais je ne sais comment les contacter. »

La situation est aussi très difficile pour les Ivoiriens qui se trouvent à Sikasso, près de la frontière avec le Mali et qui ont fui les zones tenues par le MPCCI à la suite de menaces parce qu'ils n'étaient pas originaires du nord du pays ou étaient ressortissants de pays comme le Nigéria, accusé de soutenir le gouvernement de Laurent Gbagbo.

La délégation d'Amnesty International s'est rendue dans un camp de réfugiés à Sikasso qui abrite plus de 500 personnes de huit nationalités différentes vivant depuis trois mois dans des tentes et ne recevant qu'une aide alimentaire limitée de la protection civile malienne. Si cela devait perdurer, tous craignent qu'avec la saison des pluies qui commence généralement en juin, la situation ne devienne vite intenable.

L'arrivée de milliers de réfugiés au Mali risque de provoquer une crise alimentaire d'autant plus grave que la pluviométrie a été très faible cette année et que les prévisions en matière de récoltes sont très pessimistes.

Atteintes aux droits économiques et sociaux de la population

Depuis le début de la crise, les banques et les établissements scolaires sont fermés dans toute la région tenue par le MPCCI, ce qui prive des milliers de fonctionnaires et de retraités de leur salaire ou leur traitement.

Si actuellement, la pénurie de nourriture ne se fait pas encore sentir car c'est encore la période de récolte, beaucoup de civils n'ont plus d'argent pour se nourrir et si la situation perdure, des problèmes alimentaires sérieux pourraient survenir.

En ce qui concerne la situation de l'éducation, Amnesty International a recueilli des témoignages d'enseignants et d'élèves se plaignant de la fermeture des écoles qui a résulté de l'éclatement de ce conflit.

Une enseignante de Korhogo a précisé :

« *La rentrée scolaire a eu lieu le 16 septembre, nous avons commencé à distribuer les livres et puis soudain après le début de la crise le 19, les parents n'ont plus osé envoyer les enfants à l'école. Plusieurs élèves sont venus me voir pour me demander quand est-ce qu'ils pourraient reprendre les cours et de petits garçons privés d'enseignement se sont vus contraints de travailler comme cireurs de chaussures pour aider leurs parents privés de tout salaire.* »

Si cette situation devait perdurer, ce sont des centaines de milliers d'enfants vivant dans les zones tenues par les groupes d'opposition armés qui se verraient dénier le droit à l'éducation et perdraient au moins une année scolaire.

RECOMMANDATIONS

Face à l'apathie et à l'indifférence troublante de la communauté internationale devant les terribles souffrances endurées par les populations civiles en Côte d'Ivoire et dans les autres pays de la sous-région qui ont dû accueillir des flux de réfugiés démunis et traumatisés, Amnesty International tire, avant qu'il ne soit trop tard, un signal d'alerte. Si la communauté internationale ne se mobilise pas immédiatement, le pire est possible pour des centaines de milliers de personnes vivant dans la sous-région.

C'est afin de prévenir une catastrophe majeure qu'Amnesty International formule les recommandations suivantes:

- Amnesty International lance un appel pressant à toutes les parties au conflit pour qu'elles respectent l'article 3 commun aux Conventions de Genève et les dispositions du 2e Protocole additionnel aux Conventions de Genève, que la Côte d'Ivoire a ratifié en 1989, qui stipulent l'obligation de traiter avec humanité les civils ainsi que les soldats blessés ou qui ne sont plus en état de combattre, que ce soit dans les conflits internationaux ou non-internationaux.
- L'organisation insiste également sur la protection des mineurs contre toute implication dans les conflits armés y compris leur enrôlement et utilisation dans les hostilités. Elle rappelle que cette protection fixée notamment par le *protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*, adopté en 2000 et entré en vigueur en février 2002, s'étend aussi aux groupes armés qui sont distincts des forces armées d'un État.
- Amnesty International demande aux Nations unies et à l'Union africaine de s'impliquer de manière active et de prendre immédiatement les mesures nécessaires afin de protéger les populations civiles vivant en Côte d'Ivoire. Cet appel s'adresse aussi et en particulier au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui doit agir

rapidement pour soutenir les personnes déplacées au nord de la Côte d'Ivoire et aider les réfugiés qui se dirigent vers le Mali et le Burkina Faso ou s'y trouvent déjà.

➤ L'organisation demande également aux Nations unies d'ouvrir une enquête sur toutes les exactions en Côte d'Ivoire depuis le début de ce conflit.